



BREXIT, QUAND LA CRISE DU PROJET EUROPÉEN PROFITE AUX XÉNOPHOBES



Par Martin WILLEMS,
secrétaire permanent CNE

On pourrait se réjouir de la décision d'une majorité des électeurs britanniques de voter, ce 23 juin, en faveur d'une sortie de leur pays de l'Union Européenne (référendum du « Brexit »). Enfin un peuple révolté par le néolibéralisme destructeur imposé par l'Union Européenne; un peuple excédé par la déliquescence de ses services publics et notamment de son système public de santé (NHS); une démocratie qui reprend son destin en main. Sauf que ...

A observer la campagne menée pour le Brexit se posent beaucoup de questions. Qui a mené le plus activement campagne pour la sortie de l'Union Européenne ? L'ultra-droite (parti UKIP et droite du parti conservateur). Leur thème principal de campagne ? L'immigration. Leur programme ? De fausses promesses et une mondialisation uniquement marchande.

Les britanniques sont scandalisés par l'état pitoyable de leur système public de santé, le NHS (National Health Service). Ce n'est pourtant pas le seul résultat de la politique de l'Union Européenne. L'UE a toujours poussé dans le sens d'une libéralisation des services publics, mais le secteur de la santé a été jusqu'ici le plus préservé, dans la plupart des pays de l'Union. Le Royaume-Uni a toujours été à l'avant-garde du démantèlement des services publics, depuis Thatcher, bien avant que l'UE n'embraie. On se souvient de la libéralisation du rail. La situation du NHS résulte donc d'une politique nationale, portée par les conservateurs, ceux-là même qui prônent aujourd'hui le Brexit.

Tout le long de la campagne, ils ont promis de refinancer très fortement le système de santé en lui consacrant les 350 millions de livres payés chaque semaine par le pays comme contribution à l'Union Européenne. Cette promesse phare a pourtant été abandonnée le soir même du référendum, une fois le Brexit acquis, par Nigel Farage, président du UKIP, qui a reconnu, un peu tard pour l'électeur, que ce n'était pas réaliste. Les contributions du Royaume-Uni aux politiques européennes reviennent en effet directement au pays, notamment sous la forme des subventions à l'agriculture et aux régions les plus défavorisées. On se souvient de l'exigence de Mme Thatcher « I want my money back » qui justifie depuis le « rabais britannique », réduction sur leur contribution. Le pays ne verse donc pas plus à l'Europe qu'il ne reçoit. Quant à l'immigration, sujet central et passionnel de la campagne, l'Europe a été présentée, à cause de la liberté de circulation en son sein, comme la cause de l'invasion de l'île par des hordes de migrants en quête de prestations sociales. En témoigne l'affiche de UKIP : une colonne compacte de réfugiés et le message « Point de rupture — l'UE nous a tous trompés — Nous devons nous libérer de l'Union Européenne et reprendre le contrôle de nos frontières ».

Le grand Satan serait la liberté de circulation des travailleurs au sein de l'Union, qui aurait permis à des milliers de travailleurs des pays de l'Est de s'installer en Angleterre et d'y prospérer aux dépens des autochtones. Le sujet n'est pas neuf. Le débat sur le « plombier polonais » anime le Royaume-Uni depuis 2004, année de l'accession à l'Union des premiers pays de l'Est.

Ce qui a été vendu aux Britanniques avec le Brexit, c'est la fin de la libre circulation des travailleurs. A ceux qui s'inquiétaient de la fin des échanges commerciaux, ils ont promis le grand marché, la circulation des marchandises, mais pas des personnes. On comprend que la liberté de circulation puisse faire peur. Imaginer que tous les travailleurs de l'Europe de l'Est aient désormais le droit de venir s'établir dans nos pays et d'y chercher du travail, de concurrencer les travailleurs « locaux » en acceptant notamment des conditions de travail moins favorables, est ressenti avec raison comme une forme de dumping social.

Pourtant, la liberté de circulation des travailleurs est une bonne chose. Les quatre libertés du marché européen sont : liberté de circulation des capitaux, des biens, des services et des travailleurs. Sans liberté de circulation des travailleurs, ne restent que la libre circulation des capitaux et des marchandises. Dans le conflit permanent entre travail et capital, c'est donner la liberté de circulation à ce dernier mais pas aux travailleurs. C'est permettre au capital d'aller s'investir là où les conditions de travail sont les moins bonnes et les travailleurs les moins protégés, d'y délocaliser ses usines et y exploiter les travailleurs au maximum, puis de rapatrier les marchandises produites. Mais c'est interdire aux travailleurs des pays où les conditions de travail sont mauvaises de venir chercher de meilleures conditions de travail là où c'est possible.

La liberté de circulation existe au sein de chaque pays, et permet aux travailleurs d'une région ravagée par la désindustrialisation d'aller chercher du travail dans une région plus prospère. Supprimer la libre circulation des travailleurs, c'est en revenir au servage : cette époque où les travailleurs ne pouvaient pas quitter le domaine du seigneur à qui ils appartenaient, quitte à crever de faim si cette région connaissait des difficultés.

On objectera que la liberté de circulation, et donc les flux d'immigration « économique » qui en découlent, vont tirer vers le bas les conditions de travail de la région où ils affluent. C'est marginalement vrai ; les études montrent que la main-d'œuvre issue des migrations peut marginalement et à court terme faire pression sur les salaires et le chômage, et donc exercer une certaine concurrence, essentiellement sur les chercheurs d'emploi





Une affiche xénophobe lors de la campagne de UKIP pour le Brexit

jeunes et non qualifiés. Mais fondamentalement et à moyen et long terme, l'effet des migrations sur les conditions de travail est largement positif, pour les raisons suivantes :

- Les travailleurs migrants occupent surtout des secteurs économiques délaissés, à cause de conditions de travail pénibles ou de la faible valorisation du métier : nettoyage, propreté publique, abattoirs, soins aux personnes, etc.

- Les travailleurs migrants viennent pour bénéficier de meilleures conditions de travail, pas pour qu'on leur propose la misère qu'ils fuient. Ils viennent donc pour soutenir et renforcer par leur présence et leurs attentes un système de bonnes rémunérations et protections sociales, et pas pour le saboter. Les conditions de travail sont garanties par un système de lois et de conventions, qui doivent s'appliquer aussi aux travailleurs migrants et qui évitent justement que s'organise un dumping social interne au pays.

Même si ce système de lois, conventions, concertation sociale, est mis sous forte pression, c'est plus à cause du dumping social organisé par le commerce international qu'à cause d'un dumping social interne.

Les migrations viennent rajeunir et renforcer les rangs des travailleurs et nombreux sont ceux issus des migrations parmi les militants et syndicalistes. Par leur présence et leur activité ils contribuent bien plus à pérenniser un modèle plus favorable aux travailleurs qu'à le dégrader.

- Le capitalisme n'a pas besoin de la migration des travailleurs pour mieux les exploiter, bien au contraire. Le meilleur moyen pour ce faire est de délocaliser la production dans les pays où les conditions de travail sont mauvaises, et créer un désert industriel (et donc vider de l'intérieur) les régions où les conditions de travail

étaient les meilleures. La liberté de circulation des capitaux et des marchandises leur suffit donc totalement et ce sont elles les principales causes du dumping social et du chômage.

- Un mécanisme destructeur est celui du détachement qui permet, au sein de l'Union Européenne, de faire travailler temporairement un travailleur dans un autre pays tout en maintenant les conditions de travail de son pays d'origine. Un travailleur bulgare pourra dès lors travailler en Allemagne aux conditions ... bulgares. C'est du dumping social organisé. Ce mécanisme est un cheval de Troie pour le droit du travail et la protection sociale, et il doit d'urgence être supprimé. Mais cela n'a rien à voir avec la liberté de circulation qui permet à un travailleur de choisir de s'installer dans un autre pays et de bénéficier des conditions de travail locales.

Ce que les partisans du Brexit ont proposé à leurs concitoyens, le grand marché sans la libre circulation des travailleurs ne va donc en rien supprimer le dumping social qui gangrène nos sociétés et provoque la colère. Les marchandises des pays à bas coût de main-d'oeuvre vont continuer d'affluer et de tuer l'industrie locale.

Les mesures proposées par l'actuelle première ministre britannique, notamment que les entreprises publient la proportion d'étrangers parmi leurs employés, sont répugnantes. C'est le triomphe d'une logique xénophobe selon laquelle les étrangers seraient la source de tous les maux. Alors oui, il faut résolument rejeter les dogmes économiques imposés par l'Union Européenne et qui semblent être l'ADN même de cette « Union ». Non, il ne peut y avoir d'Union basée sur la misère du plus grand nombre. Oui, les peuples doivent se révolter. Mais il est fondamental de ne pas laisser l'extrême-droite ramasser la mise pour nous imposer ses solutions mortifères : préférence nationale, corporatisme, xénophobie. Pas de peste brune pour remplacer le choléra néolibéral.